



EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 25 juin 2019

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	44

OBJET : 2019 – 75 REGLEMENT INTERIEUR
MODIFICATION

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 18 juin 2019, s'est réuni le mardi 25 juin 2019 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjointes :

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 18 juin 2019, s'est réuni le mardi 25 juin 2019 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjointes :

Philippe WESTRELIN, Patricia ROBIN, Christophe MOREL, Valérie COPIN, Gilles RONDONI, Dominique BOURRET, Cyril DAUPHOUD, Nicole NUTINI, Anne-Marie DUVAL, Pascal PELLEGRINO, Ali AMRANE, Jean-Marc GARNIER, Philippe BONELLI, Muriel CHABERT, Claude MASCARELLI, Aline BOURDAIRE, Serge PERCHERON, Mélanie ZARRILLO, Annie OGGERO-MAIRE, Jean-François LAPORTE, Jocelyne BUSTAMENTE, Mahamadou SIRIBIE, Franck BARBEY, Stéphanie MANDREA, Imen CHERIF, Paul EUZIERE, Mekia Noura ADDAD, Magali CONESA, Ludovic BROSSY, Damien VOARINO, Myriam LAZREUG, Stéphane CASSARINI, Mireille BANCEL, Brigitte VIDAL.

PART EN COURS DE SEANCE :

- Madame Jocelyne BUSTAMENTE
(Prend part aux délibérations N°75 à N°84, N°97 à N°124 et N°126 à 135)
- Madame Myriam LAZREUG
(Prend part aux délibérations N°75 à N°98 et N°132 à 135)
- Madame Mireille BANCEL
(Prend part aux délibérations N°75 à N°122)

ABSENTS EXCUSES :

- Madame Catherine BUTTY
- Madame Valérie DAVID
- Monsieur Jean-Marie BELVEDERE
- Monsieur Guillaume MELOT
- Monsieur Charles FERRERO
- Madame Frédérique CATTART
- Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL
- Madame Corinne SANJUAN
- Monsieur Jean-Paul CAMERANO

ABSENTS EXCUSES SANS PROCURATION :

- Monsieur Jean-Marc DEGIOANNI

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE :

/

PROCURATION :

- Madame Catherine BUTTY à Madame Aline BOURDAIRE
- Madame Valérie DAVID à Monsieur Gilles RONDONI
- Monsieur Jean-Marie BELVEDERE à Monsieur Philippe BONELLI
- Madame Jocelyne BUSTAMANTE à Madame Claude MASCARELLI
- Monsieur Guillaume MELOT à Monsieur Mahamadou SIRIBIE
- Madame Charles FERRERO à Madame Mélanie ZARRILLO
- Madame Frédérique CATTART à Madame Magali CONESA
- Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL à Monsieur Paul EUZIERE
- Madame Myriam LAZREUG à Monsieur Stéphane CASSARINI
- Madame Corinne SANJUAN à Madame Mireille BANCEL
- Monsieur Jean-Paul CAMERANO à Madame Brigitte VIDAL

Madame Mélanie ZARRILLO est élue secrétaire de séance.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal de la séance du 26 mars 2019,

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération N° 2014-49 du 24 avril 2014 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Questions retirées à l'ordre du jour :

/

Questions diverses :

/

DU 25 JUIN 2019

REGLEMENT INTERIEUR
MODIFICATION

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

Il est proposé de modifier le règlement intérieur en ce qui concerne le délai pour adresser les articles à paraître dans le journal d'information municipale du droit d'expression des groupes municipaux et les questions orales

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C.
JURIDIQUE		

Monsieur le Maire expose :

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2121-27-1, L 2121-28, L 2121-8,

Vu la délibération du °2015-204 du 8 décembre 2015 portant modification du règlement intérieur du conseil municipal de Grasse,

Vu la décision du tribunal administratif de Nice en date 30 avril 2019 sur laquelle il n'a pas été fait appel par la Ville,

Considérant qu'au terme du jugement annexé à la présente le tribunal précise que :

Article 1er : La délibération n°2015-204 du 8 décembre 2015 est annulée en tant qu'elle concerne la modification de l'article III-2 « Débats ordinaires » et celle de l'article VI-2 « bulletin d'information générale du règlement intérieur du conseil municipal ».

Article 2 : Il est enjoint au maire de la commune d'insérer au sein de l'article IV-2 « bulletin d'information générale » la date limite d'envoi des articles au service de communication en vue de leur publication au bulletin d'information générale de la commune qui a été votée lors du conseil municipal soit le 20 de chaque mois.

Considérant que concernant la date d'envoi, ceci avait été précisé lors de la modification suivante par délibération en date du 23 février 2016. Que néanmoins, il est précisé que pour des questions pratiques les articles à paraître dans le bulletin d'information municipale devront parvenir au plus tard : le 20 du mois avant minuit précédent la parution dudit bulletin,

Considérant que sur les débats ordinaires, le tribunal demande au conseil municipal de préciser ainsi que de justifier que les trois interventions par question par conseiller municipal sont justifiées par les contraintes d'organisation des séances du conseil municipal.

Considérant qu'il est à ce jour indiqué « à l'exception du rapporteur, nul ne peut parler plus de trois fois sur une même question, à moins que le Président ne l'y autorise ».

Considérant qu'il est ainsi proposé de modifier le règlement intérieur : « Les membres du conseil municipal prennent la parole dans l'ordre chronologique de leur demande, et dans un souci, tant de transparence que d'égalité, il convient de rationaliser le temps d'expression afin que les débats puissent demeurer aussi complets qu'utiles dans un délai néanmoins maîtrisable et raisonnable eu égard aux contraintes légitimes de chacun des conseillers.

Aussi, à l'exception du rapporteur, les conseillers municipaux ne peuvent intervenir plus de trois fois par projet de délibération inscrit à l'ordre du jour ou par sujet. »

Considérant qu'il convient donc de modifier le règlement intérieur

Le projet de règlement intérieur est annexé à la présente délibération. Les modifications y apparaissent en gras.

La commission optimisation et performance des moyens et ressources ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 5 juin 2019,

La commission équipement et aménagement du cadre de vie ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 5 juin 2019,

La commission vivre ensemble ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 5 juin 2019,

La commission qualité de vie ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 5 juin 2019,

Je vous demande de bien vouloir :

- **APPROUVER** la modification du règlement intérieur du conseil municipal de la Ville de GRASSE.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal à l'unanimité des membres présents ou représentés adopte.